

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 84. — 1<sup>re</sup> QUINZAINE DE JUIN 1958

BI-MENSUEL : 40 fr.

## LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS FACE A DE GAULLE

*(Bilan d'une défaite et perspectives)*

L'ARRIVÉE de de Gaulle au pouvoir s'est faite sous les apparences d'un transfert légal, parlementaire. Dans le nouveau gouvernement se retrouvent de nombreux hommes politiques du « système des partis » que dénonçait de Gaulle. Celui-ci affiche à présent un libéralisme. Mais ce sont là des apparences trompeuses.

Ce qui vient de s'effectuer, *ce n'est pas un changement de gouvernement*, comparable à tous ceux que l'on a connus depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, *c'est un changement de régime*. La IV<sup>e</sup> République est morte. Le régime parlementaire a disparu, l'Assemblée nationale ayant voté elle-même sa propre abdication.

Cette capitulation s'est faite sous prétexte d'« éviter la guerre civile », cette expression servant à couvrir d'un voile très transparent le coup de force de l'armée, commencé à Alger, poursuivi à Ajaccio et menaçant de remonter jusqu'à Paris.

En Algérie, aux côtés de l'armée se trouvent les colons et des groupements d'ultras qui y sont relativement puissants. Mais en France les organisations spécifiquement fascistes sont très petites. La seule force qui a fait capituler le gouvernement Pflimlin et l'Assemblée Nationale, c'est l'armée qui menaçait d'étendre son coup de force à tout le territoire de la France. Face à une telle menace, il n'y avait de réponse possible que dans une mobilisation générale des masses travailleuses et dans l'armement de celles-ci. C'est une solution qui ne fut naturellement pas envisagée ni par les partis de la démocratie bourgeoise ni par les grands partis ouvriers (Parti communiste et Parti socialiste). Dans ces conditions, la capitulation du Parlement bourgeois était inévitable.

*Il ne manquait plus qu'une seule chose pour compléter la véritable figure de cette République: rendre ses vacances permanentes et remplacer sa devise: « Liberté, Égalité, Fraternité! » par les termes non équivoques de: « Infanterie, Cavalerie, Artillerie! »*

(K. MARX, Le 18 Brumaire de Louis-Bonaparte)

*L'arrivée de de Gaulle au pouvoir, porté par l'armée, signifie — en dépit du respect apparent de certaines formes légales — le début de l'instauration d'une dictature militaire.*

Le légalisme, le libéralisme actuels apparents de de Gaulle proviennent avant tout des conditions dans lesquelles il parvient au pouvoir. Il a contre lui la majorité écrasante de la classe ouvrière française. Les masses algériennes, en dépit des mascarades montées à Alger, sont farouchement résolues à arracher leur indépendance. De Gaulle ne peut se lancer dans une attaque de front, il commencera par tenter de trouver des failles, de dissocier les travailleurs, de corrompre une partie des organisations, au moyen de quelques mesures et propos libéraux à bon marché.

Mais le changement effectué est un pas de la bourgeoisie française vers la création d'un Etat « fort », pour résoudre des difficultés insurmontables dans le cadre du régime parlementaire. Le masque libéral ne tardera pas à tomber. Ce ne sont pas les petits groupes fascistes (Biaggi, etc...) qui ont constitué et qui constituent le danger principal pour les masses laborieuses. C'est le régime de la caserne que de Gaulle va chercher à imposer au pays. Ce n'est pas sur une majorité parlementaire qu'il va s'appuyer, mais sur l'armée, la police, sur un renforcement de l'appareil d'Etat et ayant tout de son appareil répressif. C'est en Bonaparte qu'il prétendra commander au pays tout entier.

La réalisation de ce plan se heurtera certainement à une résistance acharnée des travailleurs et les difficultés de la bourgeoisie française sont telles, notamment en Algérie, que *la tentative de Gaulle pourrait elle aussi chavirer dans des délais relativement courts si la lutte des masses est correctement orien-*